

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20230317-2440-DE-1-1
Date de télétransmission : 21/03/2023
Date de réception préfecture : 21/03/2023

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 17 MARS 2023

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

Excusés : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur BAUDE.
Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET.

OUTREAU- LE PORTEL Développement du réseau de chaleur
Projet de groupement d'autorités déléguantes avec les villes d'Outreau et du Portel

Direction de la côte d'opale et de l'audomarois
Rapporteur : M. FONTALIRAND Bruno

I – PRESENTATION DU PROJET

Les communes de LE PORTEL et d'OUTREAU sont compétentes en matière de création et d'exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid conformément à l'article L.2224-38 du Code général des collectivités territoriales (« CGCT ») mais n'exploitent pas, à l'heure actuelle, de réseau de chaleur sur leur territoire.

Certains de leurs bâtiments communaux sont alimentés en chaleur par des réseaux de chaleur dont est propriétaire l'Office public de l'habitat PAS-DE-CALAIS HABITAT (« PDCH »).

Dans le contexte actuel d'augmentation considérable des prix de l'énergie, de pénurie de gaz et de conflit russo-ukrainien, ces deux communes envisagent, sur proposition de Pas-de-Calais habitat, de créer un réseau de chaleur urbain commun afin de bénéficier d'un prix de la chaleur plus attractif pour leurs bâtiments communaux (écoles, piscine, gymnases...).

PDCH est propriétaire de deux réseaux de chaleur situés sur le territoire des communes de LE PORTEL et d'OUTREAU qui alimentent principalement les usagers et locataires de PDCH (pour 95 %) et, accessoirement, certains bâtiments communaux.

Le premier réseau de chaleur intitulé « *Daudet* », situé sur le territoire de la commune de LE PORTEL, fonctionne au biogaz avec une cogénération et comprend 6 sous-stations et 2 abonnés. L'exploitant est la société ENGIE ÉNERGIE SERVICES qui a conclu avec PDCH en 2017 un bail emphytéotique administratif et une convention d'exploitation non détachable dont l'échéance normale est fixée à la date du 31/03/2038 à minuit. Le contrat d'obligation d'achat d'électricité cogénérée par EDF arrive à son terme en 2026 et ne pourra pas être reconduit. Si rien n'est fait, cela entraînera une hausse significative du prix de la chaleur.

Le second réseau de chaleur intitulé « *Tour du Renard / Outre Bois* », situé sur le territoire de la commune d'OUTREAU, fonctionne principalement grâce à de l'énergie issue de la biomasse et comprend 9 sous-stations et 5 abonnés. L'exploitant actuel est la société DALKIA qui a conclu un contrat de délégation de service public avec PDCH en 2007. Le contrat arrive à son terme normal le 31 décembre 2023 à minuit. La destruction des bâtiments du quartier Tour du Renard a entraîné une importante baisse de la puissance souscrite. Si rien n'est fait, le coût de la chaleur devrait augmenter avec la mise en place du prochain contrat.

Depuis plusieurs années, PDCH tente de trouver des solutions pour éviter une augmentation trop importante du coût de la chaleur de ses réseaux qui serait due, entre autres, à l'arrêt de la cogénération sur un réseau et une baisse de puissance souscrite sur l'autre réseau.

C'est dans ce contexte que PDCH, la commune d'OUTREAU et la commune de LE PORTEL se sont rapprochées afin d'engager une réflexion technique, économique et juridique en 2022 sur le choix du mode de gestion des réseaux de PDCH et la création d'un réseau de chaleur urbain s'étendant sur le périmètre des deux communes et l'éventualité d'une interconnexion. En effet, l'interconnexion et l'opportunité d'étendre le réseau à des équipements publics ne permettent pas d'envisager le maintien de l'Office comme seul porteur du projet.

II – GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES

À l'issue de cette réflexion, il a été convenu que la meilleure solution serait de créer un groupement d'autorités concédantes conformément aux dispositions des articles L. 3112-1 et suivants du Code de la commande publique, dont PDCH serait

coordonnateur, pour la passation et l'exécution d'un contrat de délégation de service public relatif à la conception, la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain sur le territoire des communes de LE PORTEL et d'OUTREAU qui débiterait le 1^{er} janvier 2024.

Pour rappel, le groupement d'autorités concédantes est un outil juridique prévu par le Code de la commande publique qui permet à des autorités concédantes de passer conjointement des contrats de concession en mutualisant certaines tâches (passation / suivi de l'exécution) afin, *in fine*, d'optimiser les coûts pour l'ensemble des autorités concédantes concernées.

Le groupement d'autorités concédantes n'est pas une autorité concédante unique et n'a pas de personnalité morale. Il ne s'agit pas d'un outil de mutualisation des droits et des obligations. Chaque autorité concédante agit sur son propre périmètre et détient, vis-à-vis du concessionnaire, des droits et obligations similaires à ceux qu'elle détiendrait dans le cadre d'un contrat de concession qui serait conclu avec le concessionnaire sur son propre périmètre.

Est ainsi envisagée l'interconnexion des deux réseaux de PDCH en créant un réseau de chaleur urbain qui s'étendrait sur le territoire des deux communes. Cela permettrait, notamment, d'éviter une forte augmentation du prix de la chaleur.

En l'état, les caractéristiques envisagées du futur réseau sont les suivantes :

- 12 MW puissance,
- 5.2 km,
- 2 chaufferies,
- Les investissements qui seront réalisés par le concessionnaire sont estimés à 5,4 M€, subventionnables par l'ADEME à hauteur de 40 %,
- Le coût prévisionnel de la chaleur est estimé à 107 € HT/MWh.

S'agissant des missions, il est souhaité que PDCH, en qualité de coordonnateur disposant de connaissances et d'une expérience sensible en matière de réseau de chaleur, mette en œuvre la procédure de passation du futur contrat de délégation de service public. Le suivi de l'exécution du contrat de délégation de service public sera également assuré par PDCH.

Les modalités relatives à la constitution de ce groupement d'autorités concédantes et de son fonctionnement sont définies dans le cadre d'une convention.

La convention, jointe en annexe, a notamment pour objet :

- de préciser les modalités de fonctionnement du groupement ;
- de définir les obligations de chaque membre du groupement ;
- de désigner un coordonnateur du groupement et de définir son rôle.

Il est précisé que la commune de LE PORTEL et la commune d'OUTREAU devront prochainement délibérer sur le principe du recours à un contrat de délégation de service public conformément à l'article L.1411-19 du CGCT.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ approuvent le recours à une procédure de délégation de service public pour le réseau de chaleur de la tour du renard et son interconnexion au réseau Daudet ;
- ✓ approuvent les principes de la convention constitutive de groupement entre autorités concédantes en vue de la passation et l'exécution d'un contrat de délégation de service public relatif à la conception, la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain sur le territoire des communes de LE PORTEL et d'OUTREAU ;
- ✓ autorisent le Directeur général à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la convention et à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

N'ont pas participé aux débats et aux votes : Monsieur Olivier BARBARIN et Madame Nadine LEROUGE.

Décision adoptée à l'unanimité



Convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes pour la passation et l'exécution d'un contrat de délégation de service public relatif à la conception, la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain sur le territoire des communes de LE PORTEL et d'OUTREAU

Articles L. 3112-1 du Code de la commande publique (« CCP »)
et L. 1411-1 du Code général des collectivités territoriales (« CGCT »)

Entre :

La commune d'OUTREAU, dont le siège est sis Mairie d'Outreau, Rue du Biez, 62230 OUTREAU, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Sébastien CHOCHOIS, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération n° [...] du conseil municipal en date du [...], 03.21.99.07.77, mairie@ville-outreau.fr,

ci-après dénommée « *OUTREAU* » ;

Et

La commune de LE PORTEL, dont le siège est sis Mairie de Le Portel, 51 rue Carnot, 62480, LE PORTEL, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Olivier BARBARIN, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération n° [...] du conseil municipal en date du [...], 03.21.87.73.73, mairie@ville-leportel.fr,

ci-après dénommée « *Le PORTEL* » ;

Et

L'Office public de l'Habitat « Pas-de-Calais Habitat », établissement public à caractère industriel et commercial immatriculé au RCS d'ARRAS sous le numéro SIREN 344077672, dont le siège situé 4 avenue des Droits de l'Homme, 62000 ARRAS, représenté par son Directeur général, Monsieur Bruno FONTALIRAND, dûment habilité par une délibération du conseil d'administration en date du [...],

Ci-après dénommé « *PDCH* » ou le « *Coordonnateur* » ;

Ci-après désignés, individuellement « le Membre » ou « la Partie », et conjointement « les Membres » ou « les Parties »

PRÉAMBULE

En premier lieu, les communes de LE PORTEL et d'OUTREAU sont compétentes en matière de création et d'exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid conformément à l'article L.2224-38 du Code général des collectivités territoriales (« CGCT ») mais n'exploitent pas, à l'heure actuelle, de réseau de chaleur sur leur territoire.

Certains de leurs bâtiments communaux sont alimentés en chaleur par des réseaux de chaleur dont est propriétaire PDCH.

Dans le contexte actuel d'augmentation considérable des prix de l'énergie, de pénurie de gaz et de conflit russo-ukrainien, ces deux communes envisagent de créer un réseau de chaleur urbain afin de bénéficier d'un prix de la chaleur plus attractif pour leurs bâtiments communaux (écoles, piscine, collèges...).

En second lieu, PDCH est propriétaire de deux réseaux de chaleur situés sur le territoire des communes de LE PORTEL et d'OUTREAU qui alimentent principalement les usagers et locataires de PDCH (pour 95 %) et, accessoirement, certains bâtiments communaux.

Le premier réseau de chaleur intitulé « *Daudet* », situé sur le territoire de la commune de LE PORTEL, fonctionne au gaz avec une cogénération et comprend 5 sous-stations et 6 abonnés. L'exploitant est la société ENGIE ENERGIE SERVICES qui a conclu avec PDCH en 2017 un bail emphytéotique administratif et une convention d'exploitation non détachable dont l'échéance normale est fixée à la date du 31/03/2038 à minuit. Le contrat d'obligation d'achat d'électricité cogénérée par EDF arrive à son terme en 2026 et ne pourra pas être reconduit. Si rien n'est fait, cela entraînera une hausse significative du prix de la chaleur estimée à environ 15 %.

Le second réseau de chaleur intitulé « *Tour du Renard* », situé sur le territoire de la commune d'OUTREAU, fonctionne principalement grâce à de l'énergie issue de la biomasse et comprend 4 sous-stations et 9 abonnés. L'exploitant actuel est la société DALKIA qui a conclu un contrat de délégation de service public avec PDCH en 2007. Le contrat arrivé à son terme normal le 31 décembre 2023 à minuit. À la suite de la destruction de la « *Tour du Renard* », les installations de production sont devenues surdimensionnées. Si rien n'est fait, le coût de la chaleur devrait augmenter avec la mise en place du prochain contrat estimée à environ 10 %.

Depuis plusieurs années, PDCH tente de trouver des solutions pour éviter une augmentation trop importante du coût de la chaleur de ses réseaux qui serait due, entre autres, à l'arrêt de la biomasse sur un réseau et une baisse de puissance souscrite sur l'autre réseau.

C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées afin d'engager une réflexion technique, économique et juridique en 2022 sur le choix du mode de gestion des réseaux de PDCH et la création d'un réseau de chaleur urbain s'étendant sur le périmètre des deux communes.

À l'issue de cette réflexion, les Parties ont convenu de créer entre eux un groupement d'autorités concédantes conformément aux dispositions des articles L. 3112-1 et suivants du Code de la commande publique, dont PDCH serait coordonnateur, pour la passation et l'exécution d'un contrat de délégation de service public relatif à la conception, la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain sur le territoire des communes de LE PORTEL et d'OUTREAU qui débiterait le 1^{er} janvier 2024.

Pour rappel, le groupement d'autorités concédantes est un outil juridique prévu par le Code de la commande publique qui permet à des autorités concédantes de passer conjointement des contrats de concession en mutualisant certaines tâches (passation / suivi de l'exécution) afin, *in fine*, d'optimiser les coûts pour l'ensemble des autorités concédantes concernées.

Le groupement d'autorités concédantes n'est pas une autorité concédante unique et n'a pas de personnalité morale. Il ne s'agit pas d'un outil de mutualisation des droits et des obligations. Chaque autorité concédante agit sur son propre périmètre et détient, vis-à-vis du concessionnaire, des droits et obligations similaires à ceux qu'elle détiendrait dans le cadre d'un contrat de concession qui serait conclu avec le concessionnaire sur son propre périmètre.

En l'état, il est envisagé la fin anticipée du bail emphytéotique administratif et du contrat d'exploitation non détachable au 31 décembre 2023.

Les Parties souhaitent ainsi procéder à l'interconnexion des deux réseaux de PDCH en créant un réseau de chaleur urbain qui s'étendrait sur le territoire des deux communes. Cela permettrait, notamment, une baisse sensible du prix de la chaleur.

En l'état, les caractéristiques envisagées du futur réseau sont les suivantes :

- 12 MW puissance,
- 5.2 km,
- 2 chaufferies,
- 29 sous-stations,
- 28 abonnés,
- Les investissements qui seront réalisés par le concessionnaire sont estimés à 5,4 M€, subventionnables par l'ADEME à hauteur de 40 % ;
- Le coût prévisionnel de la chaleur est estimé à 107 € HT/MWh.

S'agissant des missions de chacune des Parties, il est souhaité que PDCH, en qualité de coordonnateur disposant de connaissances et d'une expérience sensible en matière de réseau de chaleur, mette en œuvre la procédure de passation du futur contrat de délégation de service public. Le suivi de l'exécution du contrat de délégation de service public sera également assuré par PDCH.

La présente convention a donc pour objet de créer un groupement d'autorités concédantes et d'en définir les règles de fonctionnement.

CECI EXPOSÉ, LES MEMBRES ONT ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. : OBJET

Les Membres conviennent, par la présente convention constitutive (ci-après la « *Convention* »), de constituer un groupement d'autorités concédantes, conformément aux dispositions des articles L3112-1 et suivants du Code de la commande publique, en vue de passer et d'exécuter conjointement un contrat de délégation de service public (ci-après le « *Contrat de DSP* ») pour la conception, la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain sur le territoire des communes de LE PORTEL et d'OUTREAU.

Le groupement est créé avec désignation d'un Coordonnateur, identifié ci-dessous.

La présente Convention définit le rôle de chacun des Membres et les règles de fonctionnement du groupement.

Article 2. : DURÉE

La présente Convention entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des représentants des Membres dûment habilités par leurs organes délibérants respectifs par actes préalablement affichés et transmis au contrôle de légalité.

Elle prendra fin au terme normal, anticipé ou prorogé du Contrat de DSP en application de la présente Convention ou, au plus tard, dans l'éventualité d'un litige ou d'un contentieux, au terme définitif de la procédure amiable ou juridictionnelle.

Article 3. : MEMBRES

Sont membres du groupement :

- la commune de LE PORTEL
- la commune d'OUTREAU
- l'office public de l'habitat « Pas-de-Calais Habitat ».

Ils sont dénommés « *Membres* » du groupement d'autorités concédantes et signataires de la présente Convention.

Article 4. : DÉNOMINATION

La dénomination retenue pour le groupement d'autorités concédantes est « *Groupement d'autorités concédantes du réseau de chaleur urbain des communes de LE PORTEL et d'OUTREAU* ».

Article 5. : OBJECTIFS POURSUIVIS

Les objectifs poursuivis par chacun des Membres du groupement et par celui-ci figurent, pour les deux communes, dans chacun des rapports sur le principe de la délégation de service public et sur les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, prescrit par l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales (ci-après « CGCT ») ainsi que, pour PDCH, dans la délibération du conseil d'administration approuvant le recours à un contrat de concession.

Article 6. : DÉSIGNATION ET MISSIONS DU COORDONNATEUR

6.1. Désignation

PDCH, qui accepte cette mission est désigné coordonnateur du groupement (ci-après « *le Coordonnateur* »).

6.2. Rémunération

Le Coordonnateur ne perçoit aucune rémunération pour la réalisation de ses missions.

6.3. Missions

6.3.1. Missions au titre de la passation du Contrat de DSP

Le Coordonnateur est chargé de l'animation générale du groupement.

Le Coordonnateur est spécifiquement chargé de l'accomplissement, au nom et pour le compte des Membres, de l'ensemble des formalités devant conduire à la sélection des candidats, aux jugements des offres, à la signature et à la notification du Contrat de DSP conformément aux règles du Code de la commande publique et à celles prévues aux articles L1411-1 et suivants du CGCT.

À cet égard, il lui appartiendra, notamment, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, de :

1. recueillir le besoin de chacun des Membres ;
2. établir, en concertation avec les autres Membres, le calendrier prévisionnel de la procédure de passation ;
3. procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de publicité et de sélection du futur délégataire ;
4. assurer, en collaboration avec les autres Membres, les opérations de la consultation normalement dévolues aux autorités concédantes (envoi de l'avis à la publication, envoi du dossier de consultation aux candidats, réception des candidatures et des offres, ouverture des plis, réponses aux questions des candidats, ...) ;
5. convoquer la commission de délégation de service public du groupement, organiser ses travaux et en assurer le secrétariat ;
6. organiser les séances de négociation avec les soumissionnaires ;

7. procéder à l'analyse des offres et rédiger le rapport d'analyse des offres y afférent ;
8. rédiger les projets de rapports prévus à l'article L. 1411-7 du CGCT ;
9. informer les candidats et soumissionnaires évincés ;
10. répondre aux courriers des candidats ou soumissionnaires évincés dans le cadre des demandes éventuelles de précisions sur les motifs de rejet ;
11. le cas échéant, déclarer sans suite la consultation ;
12. transmettre toute information utile pour permettre aux Membres de délibérer sur le choix du délégataire ;
13. procéder à la mise au point du Contrat de DSP avec l'attributaire ;
14. signer le Contrat de DSP au nom et pour le compte de l'ensemble des Membres ;
15. notifier le Contrat de DSP après sa signature par le représentant du Coordonnateur et transmettre une copie du contrat à chaque Membre ;
16. transmettre le Contrat de DSP signé et les pièces nécessaires au contrôle de légalité ;
17. informer le contrôle de légalité de la notification du Contrat de DSP et de sa date ;
18. rédiger et envoyer à la publication l'avis d'attribution ainsi que le dispositif des délibérations des Membres ;
19. gérer les suites précontentieuses et contentieuses éventuelles consécutives à la passation du Contrat de DSP en collaboration avec les autres Membres ;
20. effectuer toutes autres tâches nécessaires au bon déroulement et à la finalisation de la procédure.

Le Coordonnateur sera l'interlocuteur unique des candidats et soumissionnaires pendant la durée de la procédure, puis du titulaire en cours d'exécution du Contrat de DSP.

La plate-forme dématérialisée utilisée dans le cadre de la procédure de passation sera celle du Coordonnateur.

Le Coordonnateur devra rendre compte de sa mission par la production aux Membres d'un rapport et d'un bilan financier (notamment sur la répartition des charges entre les Membres), dans les quatre mois qui suivront l'achèvement de la procédure de passation.

Les Membres lui notifieront leur acceptation ou leur refus de ces documents dans le mois qui suivra leur production. L'acceptation sera réputée acquise, à défaut de réponse dans le délai précité.

6.3.2. Missions au titre de l'exécution du Contrat de DSP

Le Coordonnateur est chargé d'accomplir, au nom et pour le compte des Membres, tous les actes nécessaires au suivi de l'exécution du Contrat de DSP.

À cet égard, il lui appartiendra notamment, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, de :

1. exécuter le Contrat de DSP dans les conditions fixées par les documents contractuels dans le respect de la réglementation, en particulier de la commande publique ;
2. assurer le suivi et le contrôle de la bonne exécution des prestations du délégataire ;
3. en cas de non-respect de ses obligations par le délégataire, mettre en œuvre les pénalités d'exécution et autres sanctions telles que définies dans le Contrat de DSP ;

4. établir les courriers nécessaires à l'exécution du Contrat de DSP (mises en demeure, demandes d'information, *etc.*) ;
5. réceptionner, analyser et transmettre aux autres membres les rapports annuels établis par le délégataire ;
6. établir un bilan annuel de suivi technique, économique et financier de l'exécution du Contrat de DSP ;
7. assurer l'ensemble des mesures de publication prescrites pour garantir l'accessibilité des données essentielles du Contrat de DSP ;
8. réceptionner, contrôler et valider les justificatifs du délégataire pour toute demande pécuniaire au titre du Contrat de DSP ;
9. procéder à la réception, au contrôle et au traitement des factures éventuelles du délégataire ;
10. procéder au paiement du délégataire dans les délais garantis dans le Contrat de DSP et dans le respect de la réglementation ;
11. gérer le cas échéant les procédures de révision de prix du Contrat de DSP s'il en comporte et communiquer aux autres Membres les résultats, préalablement à leur date d'effet ;
12. établir et signer les avenants après approbation des Membres et avis, s'il y a lieu, de la CDSP ;
13. réaliser en conséquence, vis-à-vis des autres Membres, du délégataire et des tiers, le cas échéant, les procédures préalables et celles faisant suite à la conclusion des avenants ;
14. le cas échéant, gérer les flux financiers induits par l'exécution du Contrat de DSP ;
15. tenir les autres Membres informés de toute difficulté rencontrée dans le cadre de l'exécution de ses missions ;
16. gérer les précontentieux et contentieux liés à l'exécution du Contrat de DSP en collaboration avec les autres Membres ;
17. respecter en particulier les engagements financiers, quantitatifs, et relatifs aux modalités d'exécution du Contrat de DSP, qu'il a pris vis-à-vis du délégataire et des autres Membres ;
18. communiquer aux autres Membres tout document dont ils feraient la demande et, plus généralement, les informer toutes les fois où cela sera utile en produisant notamment les documents cités dans la présente (bilan financier, rapport, *etc.*) ;
19. gérer la fin du Contrat de DSP à son terme normal, anticipé ou prorogé (solde, transfert des biens, *etc.*).

Le Coordonnateur sera l'interlocuteur unique du délégataire.

Le Coordonnateur devra rendre compte annuellement de sa mission par la production aux autres Membres d'un rapport et d'un bilan technique, économique et financier (notamment sur la répartition des charges entre les Membres), dans les deux premiers mois de l'année civile.

Les autres Membres lui notifieront son acceptation ou son refus de ces documents dans le mois qui suivra leur production. L'acceptation sera réputée acquise à défaut de réponse dans le délai précité.

L'acceptation du dernier bilan annuel vaudra *quitus*.

Article 7. : MISSIONS DES MEMBRES

7.1. Dispositions générales

Chaque Membre, pour ce qui le concerne, s'engage à :

1. respecter le droit d'exclusivité du délégataire ;
2. participer dûment au Comité de pilotage et au Comité technique ;
3. payer sa quote-part des charges de fonctionnement du groupement et les frais inhérents à la procédure de passation et à l'exécution du Contrat de DSP.

7.2. Missions

7.2.1. Missions au titre de la passation du Contrat de DSP

Chaque Membre, pour ce qui le concerne, s'engage à :

1. respecter les échéanciers et calendriers établis par le Coordonnateur pour la passation du Contrat de DSP ;
2. de façon générale, transmettre au Coordonnateur, dans les délais fixés, les données, états des besoins et toute autre pièce ou information nécessaires à l'organisation de la consultation et à la passation du Contrat de DSP ;
3. participer, sur demande du Coordonnateur, aux réunions de travail ou de coordination organisées à l'initiative de ce dernier ;
4. le cas échéant, intégrer au processus de passation du Contrat de DSP son comptable ou trésorier-payeur, afin d'être en mesure d'honorer les délais de paiement garantis au titulaire du Contrat de DSP et précisés dans ce document ;
5. respecter une obligation de confidentialité, aussi bien avant (études amont) que pendant la phase de passation du Contrat de DSP dans les limites prévues par les articles L. 311-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration ;
6. supporter l'ensemble des conséquences directes ou indirectes de ses manquements éventuels aux obligations issues de la présente Convention.

Lors de la phase de passation du Contrat de DSP, en cas de condamnation pécuniaire du Coordonnateur, prononcée par une juridiction au bénéfice d'un tiers, les Membres conviennent de prendre en charge, à parts égales, les frais de contentieux et le montant de la condamnation pécuniaire.

7.2.2. Missions au titre de l'exécution du Contrat de DSP

Chaque Membre, pour ce qui le concerne, s'engage à :

1. délibérer en temps utile sur chaque projet d'avenant ;
2. apporter son assistance au Coordonnateur et lui transmettre toutes les pièces qu'il serait en droit de lui demander ;
3. participer aux réunions de travail lorsque cela est demandé par le Coordonnateur ;
4. participer aux opérations de fin du Contrat de DSP.

Lors de l'exécution du Contrat de DSP, en cas de condamnation pécuniaire du Coordonnateur, prononcée par une juridiction au bénéfice d'un tiers et motivée, les Membres conviennent de prendre en charge, à parts égales, les frais de contentieux et le montant de la condamnation pécuniaire.

Article 8. : RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR ET DES AUTRES MEMBRES

Conformément à l'article L. 3112-2 du CCP, les autorités concédantes membres du groupement sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du contrat de concession qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte, selon les stipulations de la présente convention de groupement.

Le Coordonnateur est responsable de sa mission de mandataire dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du Code civil.

Le Coordonnateur engage sa responsabilité en raison des fautes commises dans l'exécution des missions qui lui incombent en application de la présente Convention.

Article 9. : DÉCISIONS SOUMISES À DÉLIBÉRATIONS DES MEMBRES

Les Membres, collectivités territoriales, devront se prononcer sur les décisions suivantes, lesquelles ne relèvent pas des missions du Coordonnateur *es qualités* :

1. délibération approuvant le principe du Contrat de DSP après avis de leur commission consultative des services publics locaux et de leur comité technique (ou, le cas échéant, de leur comité social territorial) ;
2. délibération sur le choix du délégataire et d'approbation du Contrat de DSP négocié à l'issue de la procédure de mise en concurrence ;
3. délibération d'approbation de tout avenant au Contrat de DSP.

En outre, il appartiendra à chacun des Membres, collectivités territoriales, de soumettre à son assemblée délibérante le rapport annuel du délégataire, conformément aux dispositions de l'article L1411-3 du CGCT.

PDCH fera délibérer son conseil d'administration sur le recours à un contrat de concession, sur le choix du concessionnaire et sur les éventuels avenants dans le respect de ses procédures internes.

Article 10. : COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - CDSP

Le présent groupement, constitué en application de l'article L. 3112-1 du Code de la commande publique, est composé, en majorité, de collectivités territoriales.

Conformément à l'article L1411-5-1 du CGCT, est instituée une commission chargée de remplir les fonctions mentionnées au I de l'article L. 1411-5 du même code, composée des membres suivants :

- 1° Un représentant, élu parmi les membres ayant voix délibérative au sein de la commission prévue au même article L. 1411-5, de chaque membre du groupement qui dispose d'une telle commission ;
- 2° Un représentant pour chacun des autres membres du groupement, désigné selon les modalités qui leur sont propres.

Le I de l'article L1411-5 du CGCT dispose : « I.-Une commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L. 3124-1 du code de la commande publique. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat. »

La commission est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

Pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

La commission du groupement sera composée comme suit :

- Un représentant de PDCH élu parmi les membres de son conseil d'administration. Ce représentant occupera la fonction de Président de la commission du groupement ;
- Un représentant de la commune de LE PORTEL élu parmi les membres ayant voix délibérative au sein de la CDSP ;
- Un représentant de la commune d'OUTREAU élu parmi les membres ayant voix délibérative au sein de la CDSP.

Peuvent participer à la CDSP, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents des Membres désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du Contrat de DSP.

Article 11. : CONSTITUTION D'UN COMITÉ DE PILOTAGE (COPIL)

11.1 Composition

Afin de permettre une coopération efficace entre les Membres, à la fois pendant la phase de passation et pendant la phase d'exécution du Contrat de DSP, les Membres conviennent de créer un Comité de

pilotage présidé par le représentant du Coordonnateur et constitué de deux élus et de deux agents de chacun des Membres, assistés le cas échéant de conseils internes et/ou externes techniques, financiers, et juridiques.

11.2 Missions

Le Comité de pilotage assure le suivi de la procédure de passation, examine et émet un avis sur les phases importantes du projet, préalablement aux instances décisionnaires (CDSP de l'article L.1411-5-1 du CGCT).

Il se réunira et se prononcera :

- Pendant la phase de passation :
 - sur le projet de dossier de consultation ;
 - sur le projet d'analyse des candidatures ;
 - sur le projet d'analyse des offres ;
 - sur les objectifs de la négociation ;
 - sur le choix du soumissionnaire retenu ;
 - sur les objectifs de la mise au point du Contrat de DSP.
- Pendant la phase d'exécution :
 - une fois par an, pour la présentation par le Coordonnateur du bilan technique, économique et financier de l'année écoulée, du rapport remis par le délégataire et des projets envisagés pour l'année à venir ;
 - d'une façon générale, sur toutes les évolutions du Contrat de DSP ayant un impact financier et/ou calendaire ou affectant le périmètre de la présente Convention.
- Au besoin, si les circonstances le justifient, et sur demande de l'un des Membres, et notamment en cas de projet d'avenant au Contrat de DSP, ou de différend survenant dans le cadre de l'exécution du Contrat de DSP, ou de la présente convention de groupement.

Le Comité de pilotage se réunit sur convocation de son Président, et selon un ordre du jour fixé par son Président pour tout domaine de sa compétence ; les questions inscrites à l'ordre du jour peuvent être proposées par chacun de ses Membres.

Article 12. : STIPULATIONS FINANCIÈRES

Les fonctions de Coordonnateur sont exclusives de toute rémunération.

Les frais liés à l'organisation de la procédure de consultation, les frais liés à l'exécution du Contrat de DSP et les coûts relatifs au fonctionnement du groupement sont répartis à parts égales entre les Membres.

Article 13. : MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

Toute modification de la présente Convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les assemblées délibérantes de chacun des Membres, collectivités territoriales, et du conseil d'administration de PDCH.

Article 14. : RETRAIT DU GROUPEMENT

En phase de passation du Contrat de DSP, chaque Membre est libre de se retirer du groupement à tout moment et sous réserve d'un préavis d'un mois et d'une délibération concordante de l'ensemble des Membres.

Il est convenu qu'en cas de retrait de l'un des Membres en phase de passation du Contrat de DSP, le Coordonnateur déclarera sans suite la procédure.

En phase d'exécution du Contrat de DSP, chaque Membre est libre de se retirer du groupement à tout moment et sous réserve d'un préavis d'un an et d'une délibération concordante de l'ensemble des Membres.

Il est convenu qu'en cas de retrait de l'un des Membres en phase d'exécution du Contrat de DSP, le Contrat de DSP sera résilié par le Coordonnateur.

Le Membre qui quitte le groupement assumera l'intégralité des conséquences techniques, juridiques et financières de sa sortie à l'égard du délégataire et, le cas échéant, des autres Membres.

En cas de désaccord quant aux conséquences de ce retrait, le Coordonnateur saisira le Tribunal administratif de LILLE aux fins de désignation d'un Expert en charge de donner son avis sur le désaccord.

Article 15. : RÉSILIATION

La présente Convention pourra être résiliée à l'unanimité des Membres par délibérations concordantes de leurs assemblées délibérantes, pour les collectivités territoriales, et de son conseil d'administration, pour PDCH.

Les Membres se réuniront au préalable afin de s'accorder sur le sort de la procédure de passation si elle est en cours et du Contrat de DSP s'il est en cours d'exécution, étant d'ores et déjà convenu que chacun assumera les conséquences financières qui lui incombent, notamment vis-à-vis du délégataire, au titre du Contrat de DSP.

Article 16. : DIFFÉRENDS ET LITIGES

Les litiges pouvant naître de la présente Convention sont obligatoirement soumis à une procédure de règlement amiable préalablement à toute action en justice sous peine d'irrecevabilité.

À défaut de règlement amiable du litige, le litige pourra être soumis au Tribunal administratif de LILLE.

Fait en 3 exemplaires originaux

À
le
Pour Pas-de-Calais Habitat, Coordonnateur,
Le Directeur Général,

À
le
Pour la Commune de LE PORTEL,
Le Maire,

À
le
Pour la Commune d'OUTREAU,
Le Maire,

Liste des Annexes :

Annexe 1 : Délibération du [...] du conseil municipal de la commune de LE PORTEL

Annexe 2 : Délibération du [...] du conseil municipal de la commune d'OUTREAU

Annexe 2 : Délibération du [...] du conseil d'administration de PDCH